

À QUELQUES JOURS DE SON PROCHAIN CONGRÈS

Le parti islamiste tunisien tente de se présenter sous un nouveau visage

Il l'a échappé belle. Il, c'est le chef du parti islamiste tunisien (Ennahdha), Rached Ghannouchi, victime, il y a quelques jours, d'un accident de la circulation alors qu'il se rendait à Sousse, où l'attendaient les militants de son parti réunis en un meeting tenu à l'approche du congrès national.

**De Tunis,
Kattou Mohamed**

C'était pour lui une occasion de mesurer le degré de sympathie ou d'antipathie qu'il suscite chez ses adversaires politiques ou parmi la population en général. Seul le président de la République, Béji Caïd Essebsi, s'est félicité qu'il ait eu la vie sauve. Toute la classe politique s'est distinguée par le silence observé à cette occasion. En revanche, nombreuses ont été les réactions négatives à travers les réseaux sociaux (Facebook en particulier) traduisant le peu de sympathie dont il jouit au sein de la population.

Certes, le parti islamiste est aux commandes depuis l'entrée en crise du parti majoritaire Nidaa Tounès, mais cela ne le relève pas pour autant au rang de parti aimé par toutes les franges de la population qui lui ne lui pardonne pas les erreurs commises alors qu'il dirigeait le pays dans le cadre de la «troïka» et qui ont plongé le pays, selon la majorité des observateurs, dans la crise dans laquelle il se débat actuellement.

A ce courant d'antipathie, le parti islamiste n'a pas été insensible. Son réalisme l'a amené, du moins actuellement, à procéder à une analyse profonde de ses erreurs et à faire son «mea-culpa» dans le but de se présenter dans un habit «new look» lors des prochaines élections locales prévues pour mars 2017. Le parti islamiste ne sera plus celui qui avait raflé

la mise au cours des élections législatives de 2011 grâce auxquelles il a exercé son hégémonie sur les rouages de l'Etat cherchant, au passage, à imposer une nouvelle vision politique rejetée par la population.

En effet, il a cherché à islamiser le pays et à légiférer selon la Charia avant de se faire épingler et de quitter le pouvoir sur la pointe des pieds. Aujourd'hui, ses responsables multiplient les déclarations faisant de ce parti un parti qui prône la séparation entre le politique et le religieux dans l'exercice du pouvoir tout en conservant son identité originelle pour ne pas se détacher de son rôle dans la «Daâwa».

Cette mutation qui serait annoncée au cours du prochain congrès à tenir à la mi-mai pourrait donner une nouvelle image qui en ferait un parti unique en son genre. Un mélange entre «la séparation du politique et du religieux» appelée par toutes les autres formations politiques du pays et garder un œil vigilant sur la «Daâwa» de laquelle il n'a pas l'intention de se détacher, serait-il la panacée qui fera d'un parti islamiste un vrai parti «démocrate et civique»? Ce ne serait pas une tactique politique pour engranger les points perdus? Des signes avaient été donnés, il y a quelques mois, avec le départ définitif des deux principaux faucons du parti, Habib Ellouze et Sadek Chouri. Est-ce suffisant pour regagner la confiance d'une bonne frange de la population, voire un bon nombre des militants islamistes modérés?

A l'heure actuelle, le parti islamiste garde sa puissance, puisqu'il est la principale force au Parlement après les déboires de Nidaa Tounès. Mieux encore, son président Rached Ghannouchi agit en symbiose avec le président de la République qui n'agit qu'après concertation avec le vieux d'Ennahdha sans pour autant constituer une alliance durable dans le temps. En effet, les deux «vieux» savent qu'ils ont bien besoin l'un de l'autre pour «exister» et maintenir l'équilibre évitant à la Tunisie un sort semblable à celui de la Libye ou de la Syrie.

Pour en savoir plus, il faudrait attendre les résultats du prochain congrès du parti islamiste et ceux des tentatives des militants de Nidaa Tounès de cimenter leur parti fissuré.

K. M.



Rached Ghannouchi, chef d'Ennahdha.

Photo : DR

LIBYE

Libération d'un Serbe enlevé près de la frontière égyptienne

Un Serbe employé par une entreprise allemande et enlevé ce weekend en Libye, dans une zone reculée proche de la frontière égyptienne, a été libéré hier, a annoncé le ministère des Affaires étrangères.

«Miroslav Tomic, 46 ans, employé par la compagnie allemande Ferrostaal et enlevé dimanche après-midi, (...) a été libéré aujourd'hui a confirmé au ministère l'ambassade de la Serbie à Tripoli», indique un communiqué de la diplomatie serbe. «Miroslav Tomic est en sécurité et se

présentera à son travail» jeudi, ajoute le ministère serbe des Affaires étrangères. Dans un premier temps, les médias locaux avaient rapporté que l'employé de Ferrostaal avait été enlevé samedi.

Miroslav Tomic a été enlevé alors qu'il visitait un puits pétrolier à 1 200 km de Tripoli. Originaire de l'ouest de la Serbie où vivent son épouse et ses deux fils, il travaille en Libye depuis 20 ans. En novembre, deux employés de l'ambassade de Serbie en Libye avaient été enlevés avant de périr, en février, dans une frappe aérienne américaine contre un camp d'entraînement du groupe terroriste Daesh. Les deux fonctionnaires avaient été

enlevés le 8 novembre dans la ville côtière de Sabratha, considérée comme un point de regroupement des militants radicaux islamistes qui y ont mis en place un camp d'entraînement de djihadistes, à environ 70 km à l'ouest de la capitale, Tripoli. Des ressortissants serbes, médecins, infirmiers, ingénieurs et ouvriers du bâtiment, arrivés à l'époque où les relations entre Belgrade et le régime de Mouammar Kadhafi étaient étroites, travaillent en Libye depuis des dizaines d'années. Beaucoup d'entre eux, surtout ceux employés dans des hôpitaux, ont refusé de quitter la Libye au moment de la chute du dictateur en 2011.

SELON UNE MISSION DE L'UNESCO EN SYRIE

Malgré les dommages, le site de Palmyre «en grande partie» préservé

Malgré de «graves dommages» infligés par le groupe terroriste Daesh, le site archéologique de Palmyre, dans l'est de la Syrie, «conserve en grande partie son intégrité et son authenticité», selon une mission d'experts de l'Unesco.

Les experts, qui se sont rendus sur place pour dresser un premier état des destructions, n'ont pu «constater qu'à distance les dommages causés au Temple de Bel» ou les «graves dommages» subis par la Citadelle mamelouk qui surplombe la ville, en raison des opérations de déminage, a précisé le communiqué

publié hier par l'organisation basée à Paris. «Mais ils ont estimé "qu'en dépit de la destruction de plusieurs structures emblématiques, le site archéologique de Palmyre conserve en grande partie son intégrité et son authenticité». La mission d'experts a cependant relevé des «dommages considérables dans le musée» du site

archéologique. «L'essentiel des statues de grande taille», les sarcophages et les sculptures qui n'avaient pas pu être mises à l'abri ont été défigurées, pilonnées et décapitées — la plupart de leurs morceaux jonchent encore le sol», déplore le rapport.

«L'Unesco va travailler avec l'ensemble des partenaires pour adopter les mesures de sauvegarde d'urgence», ajoute le communiqué.

Ces conclusions sont «préliminaires» et ont été réalisées «au lendemain d'une mission technique d'évaluation rapide sur le site du patrimoine mondial de Palmyre». «La mission était conduite par la directrice du Centre du patrimoine mondial,

Mechtild Rössler, du 24 au 26 avril. Les experts de l'Unesco ont effectué une visite détaillée du musée de Palmyre et du site archéologique, sous escorte du personnel de sécurité des Nations Unies».

Ils ont «identifié les mesures de consolidation et de sécurisation d'urgence du bâtiment, ainsi que le travail très important qui doit être entrepris pour documenter, évacuer, sauvegarder et restaurer les objets lorsque c'est possible. Ce travail de sélection et de documentation des fragments des sculptures a déjà commencé».

«Les experts de l'Unesco se sont rendus sur le site archéologique de Palmyre, en particulier la grande

colonnade, et examiné l'arc de triomphe détruit, l'agora et les ruines pulvérisées du temple de Baal Shamin». «Un rapport complet sera présenté au Comité du patrimoine mondial à sa 40^e session» à Istanbul en juillet, «en vue de formuler des recommandations sur les mesures de sauvegarde à entreprendre.

L'Unesco enverra prochainement une mission internationale d'experts pour examiner plus en détail la situation des différents sites du patrimoine syrien, dont Palmyre. Une conférence internationale d'experts se tiendra à Berlin, les 2 et 3 juin, sur la préservation des sites du patrimoine syrien», indique aussi le communiqué.

UKRAINE

4 civils tués par un bombardement dans l'est du pays

Quatre personnes dont une femme enceinte ont été tuées lors du bombardement d'un point de contrôle de rebelles sur la ligne du front dans l'est de l'Ukraine, ont rapporté hier les médias. «Quatre personnes ont péri dans le bombardement, parmi eux une femme enceinte. Selon de premières informations, huit autres personnes ont été blessées» par des tirs de mortier, a indiqué un porte-parole des rebelles ukrainiens, Edouard Bassourine. Il s'agit du plus grave bilan concernant des civils depuis plusieurs mois dans l'est de l'Ukraine, où les combats se sont relativement calmés depuis une trêve instaurée en septembre 2015.

Bien que le drame se soit produit en territoire contrôlé par les rebelles, les autorités ukrainiennes ont nié toute responsabilité, accusant même la partie adverse. «Nous ne sommes pas impliqués dans cette tragédie et envisageons deux possibilités: ou bien les rebelles ont eux-mêmes tiré sur les voitures ou bien c'est une mine au sol qui a explosé», a assuré un porte-parole militaire ukrainien Anton Mironovitch.

Le conflit opposant l'armée ukrainienne aux séparatistes prorusses a fait près de 9.200 morts depuis son déclenchement il y a deux ans. Malgré la trêve, des flambées de violences se produisent assez souvent dans la zone de guerre dont les belligérants se rejettent la responsabilité.

JORDANIE

Plus de pouvoir octroyé au roi après un amendement de la Constitution

Le Parlement jordanien a adopté hier un amendement à la Constitution donnant au roi plus de liberté pour nommer ou limoger de hauts responsables de l'Etat, selon une correspondante de l'AFP.

La Chambre des députés a approuvé, avec 123 élus sur 142, l'ajout d'un paragraphe à l'article 40 de la Constitution, donnant au roi le droit de choisir son successeur, de nommer le

président du Conseil de la magistrature et de la Cour constitutionnelle, sans passer par le gouvernement comme il devait le faire jusqu'alors.

Selon la Constitution, le roi exerce son pouvoir exécutif par l'intermédiaire du Premier ministre et des autres membres du gouvernement. Le roi, qui est le commandant en chef des forces armées, peut aussi désormais nommer ou limoger les chefs de l'armée, des renseignements et de la garde nationale et de choisir le président et les membres de la Chambre des notables (Sénat), sans avoir l'obligation de passer par le

gouvernement. Cet amendement ne donne pas de «nouveaux» pouvoirs au roi, a estimé le président de la commission juridique du Parlement Abdelmonem Aoudat, qui a expliqué que le monarque dispose déjà de ces prérogatives.

Dans les faits, il était jusqu'à présent très rare que le gouvernement mette son veto à la nomination par le roi d'un haut responsable. La dernière adoption d'un amendement de la Constitution remonte à 2011 et avait porté notamment sur la création d'une commission indépendante pour superviser les élections.